



Investir dans les populations rurales

Mali

Rural Youth Vocational Training, Employment and Entrepreneurship Support Project

Rapport partiel de supervision

Dates de mission: Not available

Date du document: 07/06/2021

Identifiant du projet 1100001661

Numéro du rapport: 5766-ML

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

AMI	Appels à manifestations d'intérêts
APEJ	Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes
CFP	Centre de formation professionnelle
DNE	Direction Nationale de l'Emploi
DNFP	Direction nationale de la formation professionnelle
FENAFER	Fédération des femmes rurales
FENAJER	Fédération des jeunes ruraux
INIFORP	Institut national d'ingénierie de formation professionnelle
MEFP	Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
UCN	Unité de Coordination Nationale
UCR	Unités de Coordination Régionale

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Mali	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Rural Youth Vocational Training, Employment and Entrepreneurship Support Project	Classification du risque climatique (PESEC):	Pas encore disponible
N° du projet:	1100001661	Institution chargée de l'exécution:	Pas encore disponible
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Pas encore disponible
Chargé de Programme Pays:	Norman Messer		
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:			

Date d'approbation:	11/12/2013	Date de réception du dernier rapport d'audit:	05/05/2021
Date de signature:	17/01/2014	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	13/04/2021
Date d'entrée en vigueur:	20/08/2014	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	10
Date d'éligibilité aux décaissements:	16/10/2014	Nombre de prolongations:	0
Date du premier décaissement:	01/12/2014	Délai d'entrée en vigueur:	8 mois
Date de la revue à mi-parcours:	25/04/2019		
Date d'achèvement prévue:	30/09/2022		
Date d'achèvement actuelle:	30/09/2022		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	IFAD	\$16,613,408
	Debt Sustainability Framework	\$16,613,408
Répartition du financement national	Domestic Financing Institutions	\$2,418,750
	National Government	\$4,070,076
	Beneficiaries	\$3,957,472
Répartition du cofinancement	Rural Poor Stimulus Facility	\$539,970
	Rural Poor Stimulus Facility	\$442,065
Financement total du projet:		\$44,655,149

Mission en cours

Dates de mission:	Not available
Jours sur le terrain:	Not available

Composition de la mission: Norman Messer, Directeur pays FIDA pour le Mali, Chef de mission; Manda Dite Mariam Sissoko, Chargée d'appui programme FIDA pour le Mali ; Mme. Mame Awa Mbaye, Chargée de la gestion financière, FIDA ; M. Guy Raoul SANON, Coordinateur technique de la mission, Spécialiste en entrepreneuriat rural ; M. Ndiaga Samb, Spécialiste en genre, ciblage et Inclusion sociale, FIDA, M. Patrick Amvella, Consultant International, Spécialiste Microfinance, Financement Agricole ; M. Eric Nassouri, Consultant en gestion financière, FIDA/FMD ; , Consultante FIDA ; M. Farhat Nasri, Spécialiste en formation professionnelle et passation de marchés, Consultant International ; M. Hermann S. Tossou, Analyste Programme, FIDA ; Mme. Maam Suwadu, Sakho Jimbira, Spécialiste Environnement et Climat, FIDA/ECG ; Mme Nadia Cappiello, Programme Liaison Associate et Spécialiste en Suivi évaluation et Point Focal IBRE; Mme. Joelle Onimus Pfortner, Spécialiste en suivi-évaluation

Lieux visités: Régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou et Kayes

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4.38	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4.25

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	5	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	5	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	4
Nutrition	4	Performance du système de suivi-évaluation	5
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques	4

Durabilité et transposition à plus grande échelle	5	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	5	Taux de décaissement acceptable	5
Établissement de partenariats	5	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	5	Qualité et ponctualité des audits	4
Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet	5	Fonds de contrepartie	4
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	5
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

Pertinence	5
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission Conjointe FIDA/Gouvernement du Mali s'est déroulée du 23 mars au 13 avril 2021 dans le cadre de la supervision du Projet de formation professionnelle, insertion et appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux (FIER). En raison de la situation sanitaire due au COVID-19 et des dispositions nécessaires à prendre pour l'application des mesures barrières, il a été adopté la téléconférence comme modalité de travail pour réaliser la mission à distance.

Le Projet FIER a pour finalité de contribuer à réduire la pauvreté en milieu rural dans sa zone d'intervention. Son objectif de développement est de faciliter l'accès des jeunes ruraux à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans l'agriculture et les activités économiques connexes, à travers la prise en compte de la demande des jeunes ruraux par les institutions en charge de la formation et de l'insertion professionnelle, et la facilitation de leur accès aux dispositifs d'appui-conseil et aux services financiers. Pour atteindre cet objectif, le projet se décline en trois (3) composantes : i) Capacités institutionnelles et renforcement de l'offre de formation ; ii) Insertion et appui aux initiatives des jeunes ruraux ; et iii) Coordination et gestion du projet.

A son démarrage, la mission a eu une rencontre avec le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, accompagné pour l'occasion pour son Chef de Cabinet et son Conseiller technique. La mission a été lancée au cours d'une séance de présentation de l'état d'avancement du projet au 28 février 2021 présidée par le Secrétaire Général du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle (MEFP) avec la participation des représentants des MEF, du MAECI, de la CNOP, des conseils régionaux et le Directeur du projet INCLUSIF. Par la suite, la mission a eu de nombreux échanges avec l'ensemble des parties prenantes à la mise en œuvre du projet notamment l'Equipe du projet FIER, les CDR, les Conseils Régionaux, les ONG de formulation et d'accompagnement (GRADCOM, ASMADEVI, REFOR), l'incubateur DONILAB, les SFD (Nyèsigiso, Sôrô Yiriwaso et RMCR) et les bénéficiaires.

La mission remercie les Autorités maliennes, en particulier Monsieur Mohamed Salia Touré, Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, Monsieur Drissa Guindo, Secrétaire Général du MEFP, les Représentants des structures du MEFP, les Représentants des Conseils Régionaux (Messieurs Yaya Bamba, 1^{er} vice président du CR de Ségou, Soumaila TRAORE, 1^{er} vice-président du CR de Sikasso, Salif TAPILY, Secrétaire Général du CR de Koulikoro, Aboubacar N'DIAYE, Secrétaire Général du CR de Kayes), les Centres de ressources, les SFD, les Représentants des ONG partenaires du projet, les Représentants des organisation de producteurs, les Représentants de la CNOP et de l'AOPP, les animateurs et les relais-paysans, les jeunes ruraux bénéficiaires et les membres de l'équipe du projet pour leur collaboration et leur soutien qui ont permis le bon déroulement de la mission.

La mission a présenté et discuté ses principales conclusions et recommandations avec l'équipe du projet le 9 avril 2021. L'aide-mémoire de la mission a fait l'objet d'une réunion de restitution présidée par le Secrétaire Général du MEFP le 13 avril 2021. Le présent document fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement, des partenaires du projet ainsi que de l'UNC.

La mission adresse ses remerciements au Gouvernement de la République du Mali pour la disponibilité des autorités et des populations aussi bien au niveau central que régional. Elle remercie l'équipe de FIER pour sa collaboration, sa disponibilité permanente et les informations fournies, ainsi que le Bureau-Pays FIDA pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la mission.

Principaux accords de mission et conclusions

Le Projet a atteint des résultats dont les effets sont déjà visibles sur le terrain. En effet, les appuis ont permis (i) la professionnalisation progressive des structures de facilitation, d'incubation/formation professionnelles, des CDR, des MFR etc. qui se sont désormais familiarisées avec les nouvelles approches de promotion d'AGR et MER portées par les jeunes en milieu rural; (ii) la création de conditions-cadres pour la mise en place d'un mécanisme durable chargé de fourniture des services au AGR/MER; (iii) l'amélioration de l'accès au crédit et, (vi) l'amélioration de l'environnement institutionnel des entreprises rurales.

Qualité du management. Depuis mars 2020, le management du projet s'est fortement amélioré. Avec la prise de fonction du nouveau coordonnateur, le projet a pu (i) reconstruire une équipe homogène ; (ii) améliorer la production des DRF, (iii) rétablir la confiance avec les partenaires et les prestataires ; (iv) décentraliser le processus de passation de marché y compris le contrôle de qualité et le paiement

Gestion financière. La mission salue les efforts déployés pour la mise en œuvre du plan d'action de la dernière mission de supervision. Sur quinze recommandations du plan d'action de la précédente mission, dix ont été exécutées, soit 67%, une est en cours et deux ont été abandonnées à cause des difficultés financières du projet. Les exigences en matière de gestion financière ont été partiellement satisfaites, la comptabilité est à jour et l'archivage électronique des exercices 2018, 2019 et 2020 a commencé. En outre la justification des avances s'est améliorée, les RFI et les états financiers non audités ont été soumis dans les délais.

Sur le plan de passation de marché, la mission constate que les améliorations apportées en matière de passation des

marchés depuis la dernière mission de supervision (octobre-novembre 2020) demeurent limitées. Les mesures recommandées par ladite mission tardent à être entièrement concrétisées, particulièrement en ce qui concerne le rôle des Comités Techniques dans le suivi de la qualité des processus de passation de marché.

Situation financière du projet à date. Les ressources disponibles sur le fonds FIDA en fin 2020 s'établissent autour de 1 138 351 000 FCFA, ce qui ne représente que 15% du PTBA 2021. Selon la requête introduite au FIDA par le Gouvernement, les principaux facteurs justifiant cette insuffisance des ressources qui devraient couvrir la période restante de mise en œuvre sont (i) la sous-estimation des coûts unitaires à la conception et ; (ii), des activités importantes définies dans le DCP mais non budgétisées.

Stratégie de sortie. Elle constitue l'un des points faibles du projet. En effet, à un an de l'achèvement, la stratégie de désengagement n'a pas été élaborée et le projet court le risque (i) d'un retrait avec une faible participation des institutions publiques et privées impliquées dans la mise en œuvre du projet d'une part et (ii) d'autre part d'un processus de transfert accéléré des acquis. Toutefois, la période restante de mise en œuvre offre l'opportunité de concevoir un processus simplifié autour des initiatives d'accompagnement sélectif, visant les résultats suivants: (i) les fonctions essentielles pour la promotion des entreprises sont identifiées et les structures de leur rattachement post projet, précisées; (ii) le patrimoine du projet pouvant aider à la consolidation des acquis est précisé et les repreneurs connus et (iii) la documentation est recensée et les repreneurs précisés et; (iv) un plan d'action pour le renforcement des repreneurs des différentes fonctions est élaboré et mis en œuvre.

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Vue d'ensemble

Malgré le retard enregistré par le projet lors des premières années de mise en œuvre, la plupart des objectifs physiques du projet ont été réalisés ou sont en cours de réalisation au regard de la dynamique amorcée en 2020. Il faut toutefois noter que des faits majeurs ont impacté la mise en œuvre, en particulier la suspension des décaissements (a) pour vacance du poste du coordinateur d'août à décembre 2019 et (b) de juillet à septembre 2020 à cause de la crise politique. Ces deux faits majeurs ont conduit à l'arrêt de certaines activités. Malgré ces difficultés, le projet a réalisé des progrès notables dont les plus importants ont été enregistrés en 2020. En effet de 2019 à 2020, (i) le nombre de villages couverts est passé de 652 à 1504 dépassant ainsi la cible finale revue après la RMP ; (ii), le nombre de jeunes formés dans les dispositifs préprofessionnels (MFR, Tutorat, Apprentissage Dual, Alphabétisation) a doublé et le nombre de jeunes porteurs d'initiatives formés par les unités mobiles et dans les CFP est passé de 2512 à 12889, (iii) les AGR/MER financés sont passés de 9 314 à 13 872.

Comme indiqué dans le tableau suivant, la mission note que les taux d'exécution physiques et financiers des différents PTBA de 2015 à 2021 sont dans l'ensemble satisfaisants au regard du contexte de mise en œuvre et aussi de la nouveauté de la problématique traitée par le projet.

Taux d'exécution physique et financier des PTBA de 2015 à 2021

Taux de réalisation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 – 30 mars
Physique	66%	74%	57%	60%	72%	85%	17%
Financier	86%	58,4%	38%	38%	86%	94%	11%

A ce jour, le cumul des décaissements s'élève à 39,80 millions USD, soit : 93,93% sur le Don FIDA, 93,93% sur le prêt FIDA, 68,17 pour l'Etat malien 60,41% pour les bénéficiaires, 63,95% sur les ressources du PAPAM et 39,62 pour les IMF soit un taux global de décaissement de 81,22%.

Principaux progrès

Composante A : Capacités institutionnelles et renforcement de l'offre de formation

Sous-composante A1. Appui institutionnel

Facilitation de proximité: Depuis la relance des activités de facilitation en 2020, 852 villages ont été couverts par la FP. Au total, 13 711 requêtes de jeunes ont été enregistrées par les CQC en 2020. A ce jour, le projet a obtenu des résultats concrets : 1504 villages relevant de 12 cercles ont bénéficié de la facilitation de proximité ; plus de 40.000 requêtes de jeunes (dont 46 % pour des jeunes femmes) ont été enregistrées.

Bien que plus de 29.000 requêtes aient été enregistrées dans les régions de démarrage avant août 2020, le réengagement de deux prestataires de facilitation a été justifié par la nécessité d'assurer la couverture territoriale de 311 villages (158 à Koulikoro et 153 à Sikasso) ; l'animation thématique de groupes et l'élaboration des monographies des villages ; et l'information et l'orientation des jeunes vers des opportunités de formation (tutorat, MFR, alphabétisation, etc). L'activité de facilitation se poursuivra à Sikasso durant le 1^{er} trimestre et à Koulikoro durant les 1^{er}s et 2^{èmes} trimestres. Les opportunités de financement de nouveaux projets de jeunes en 2021 demeurent tributaires de la mobilisation de ressources financières additionnelles.

Centres de ressources (CDR) : en 2020, les CDR ont procédé à l'enregistrement et à l'analyse des 9703 fiches de requêtes soumises par les jeunes et validés par les CQC. Ils ont participé à toutes les réunions des CQC et CRS. En termes d'appui aux dispositifs de formation (CFP, UMF, etc), les principales actions réalisées portent sur : l'organisation d'un atelier de mutualisation de 16 référentiels technico-économiques ; la formation pédagogique de 51 formateurs à Kayes et Ségou et ; la réalisation de 04 missions d'appui en ingénierie de formation aux CFP, à raison d'une mission par région.

La prise en charge par FIER des indemnités des 8 cadres (2 par CDR), *d'entretien et le carburant des véhicules* ainsi que des frais de fonctionnement des CDR, a pris fin au 31/12/2020. A cet effet, le projet devra accompagner les conseils régionaux dans le processus d'élaboration d'un plan d'action pour le développement des CDR.

Organisations professionnelles rurales (OP) : les OP participent aux comités de pilotage et aux missions de supervision. Des plans stratégiques de développement et des actions de formation ont été financés par FIER au profit de ces OP. La FENAJER qui est membre des différentes instances d'approbation des projets des jeunes, participe aux activités de facilitation au niveau local et joue un rôle clé de soutien aux facilitateurs de proximité de relais entre le niveau villageois et le niveau cercle. Elle a été appuyée en équipements informatiques et motos pour les agents de soutien et en renforcement des capacités

Les Conseils Régionaux (CR). Les appuis aux CR ont été divers incluant : l'entretien et l'assainissement et la prise en charge des sessions de CROCSAD, leur permettant de jouer un rôle essentiel dans le pilotage et la mise en œuvre des activités de facilitation de proximité au niveau régional. Les CR s'approprient progressivement des acquis du FIER et le CR de Ségou a dorénavant déjà annoncé la création d'un CDR et la désignation de son directeur.

Directions nationales et régionales du MEFP (DNE, DNFP, DREFP) : A travers les appuis reçus de FIER (renforcement de capacité et appuis institutionnels), les Directions ont contribué à l'évaluation de certaines sessions de formation des formateurs et à l'identification de tuteurs et maîtres d'apprentissage. En 2021, leur contribution envisagée porte sur la certification des compétences des jeunes bénéficiaires de FIER, l'évaluation de la formation des tuteurs, l'amélioration de politiques nationales ainsi que la contribution au plaidoyer pour la mobilisation des ressources complémentaires.

Sous-composante 1.2. Renforcement de l'offre de formation

Maisons familiales rurales : La convention de partenariat avec l'UN/MFR, renouvelée en juillet 2020 visait la formation de 3900 jeunes sur une période allant jusqu'au 31 mai 2022. Au terme du projet, 22 MFR seront créées dans les quatre régions. En 2020, 321 jeunes (dont 132 de jeunes femmes) ont été formés et trente (30) moniteurs et deux (02) animateurs régionaux ont bénéficié d'une session de formation en pédagogie de l'alternance MFR et en techniques d'aviculture, d'emboûche et de maraîchage. Depuis 2015, le nombre total de jeunes formés s'élève à 779 dont 510 jeunes femmes.

Tutorat : 570 jeunes ont été formés en 2020 ramenant le cumul à 1025 jeunes formés; 97 tuteurs et maîtres d'apprentissage ont été formés sur un total de 324 formés depuis 2015. Le PTBA 2021 prévoit la formation de 1240 nouveaux jeunes ainsi que la formation de 248 tuteurs. *Pour atteindre ces objectifs, un plan d'action spécifique, doit être élaboré et mis en œuvre en vue de poursuivre le processus de renforcement des capacités des tuteurs sur le plan de l'alphabétisation technique et pédagogique, l'amélioration des connaissances sur les normes professionnelles de santé et de sécurité au travail, etc.*

Alphabétisation : 4 conventions ont été signées en juin 2020 à Ségou et Kayes et en août 2020 à Koulikoro et Sikasso pour une durée de 27 mois pour la relance des activités d'alphabétisation. A date, 6 392 auditeurs ont été formés pour un objectif de 12 000 nouveaux jeunes à alphabétiser. Le projet devra prendre des mesures strictes *pour s'assurer du respect des clauses desdites conventions et de la qualité des prestations réalisées afin d'atteindre cet objectif ambitieux.*

Formation professionnelle et technique (CFP, UMF) : Depuis le début, FIER a appuyé les dispositifs des CFP (12 à raison de 3 par région) et UMF par la réalisation d'actions de formation des formateurs, la révision de curricula existants, l'élaboration de 7 nouveaux référentiels de formation, etc. En 2020, la relance des activités de formation technique a eu lieu en avril dans les régions d'extension et en juin dans les régions de démarrage suite à la signature de 12 conventions, pour une durée de 12 mois chacune, avec des prestataires spécialisés. Pour les formations professionnelles de courte durée inscrites dans le cadre de l'accompagnement des jeunes porteurs de projets, plus de 20 conventions ont été signées avec des prestataires avec des délais d'exécution de 27 mois. Au total 6563 jeunes ont été formés en 2020 (3312 à Koulikoro, 1151 à Ségou, 1409 à Sikasso, 691 à Kayes) et le PTBA 2021 prévoit d'accompagner 8 388 jeunes

(en formation technique / renforcement des compétences au cours du cycle de production ; (ii) éducation financière ; (iii) gestion d'entreprise. *Pour atteindre les objectifs fixés pour 2021, les comités techniques régionaux tels que recommandés par la dernière mission de supervision doivent être opérationnels au plutôt*

Des prestataires en charge de l'accompagnement des jeunes porteurs de projets animeront des séances d'information et de sensibilisation sur le concept nutrition au profit de 3096 jeunes (443 à Kayes, 1231 à Koulikoro, 882 à Sikasso et 540 à Ségou)

Composante B : Insertion et appui aux initiatives des jeunes ruraux

Performance de la composante B au titre du PTBA 2020. Au 31 décembre 2020, la composante B a enregistré un taux d'exécution technique estimé à 85% et un taux d'exécution financière de 107,82%.

Sous-composante B1- Renforcement des capacités. Un dispositif d'appui a été progressivement mis en place avec un total à ce jour de 119 conseillers d'entreprise formés au guide méthodologie d'accompagnement élaboré par le projet. En fin 2020, le projet a décidé de retenir un seul opérateur par cercle afin de réduire le nombre d'interlocuteurs des jeunes ainsi que le risque de manque de cohérence entre la formulation, la formation technique et l'accompagnement technique post-financement. C'est ainsi qu'il n'a été retenues que 12 ONG par cercle. Le projet a également procédé à la reproduction de 1 000 guides de financement en français et en bambara pour les facilitateurs.

Des insuffisances au niveau du dispositif d'accompagnement des jeunes ont été constatées, notamment en termes d'alphabétisation et d'éducation financière. En effet, les échanges avec les parties prenantes ont permis de constater que plusieurs jeunes ont des difficultés pour la tenue des outils de gestion de leurs activités. Par ailleurs, les jeunes financés dans le cadre du projet FIER ne reçoivent pas de formation proprement dite en éducation financière avec des modules sur l'épargne, la gestion du crédit agricole, la relation avec les institutions financières, etc. Ces constats justifient que le projet doit faire des efforts dans l'accompagnement des jeunes dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation financière.

En ce qui concerne les activités de soutien à l'expérimentation d'innovations technique et commerciale, le projet a appuyé la mise en place et le financement de quatorze (14) projets portant sur trois (03) innovations au 31 décembre 2020. Treize autres projets sont actuellement en cours d'exécution, ce qui fait un total de 27 projets financés (tous exécutés par des MER) portant sur quatre (04) innovations. Ce qui équivaut à un taux de réalisation de 67% par rapport à l'objectif prévu de 6 innovations mises en place.

Malgré les appuis reçus par les SFD, on note encore certaines difficultés rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre des conventions avec les SFD partenaires, notamment des retards ou des insuffisances dans la transmission des informations périodiques (trimestrielles ou annuelles) par plusieurs SFD sur les indicateurs de performance, la faible maîtrise par certains agents de crédit des itinéraires technico-économiques des filières agricoles, les retards dans la mise en place des prêts des jeunes et dans la restitution de leur DAT après remboursement du crédit, particulièrement au niveau du SFD SOROYIRIWASO.

Sous-composante B2 - Appui aux initiatives économiques des jeunes Les 21 sessions des comités qualité cercle (CQC) organisées au 31 décembre 2020 ont permis la validation de 11 087 initiatives économiques pour l'accès aux appuis à l'entrepreneuriat. Depuis le début du projet, un total de 80 sessions de CQC ont été tenues et ont permis de valider 27 523 fiches d'AGR et 3 637 fiches de MER.

L'accompagnement des prestataires a permis la formulation de 4 672 projets d'AGR et 581 projets de MER durant l'année 2020. Les 10 sessions des CRS organisées en 2020 ont permis de valider 4 669 projets d'AGR et 581 projets de MER. Depuis le démarrage du projet, c'est un total de 13 054 projets d'AGR et 759 projets de MER qui ont été formulés. La validation de ces projets a été effectuée au cours de 39 CRS qui ont permis d'approuver le financement de 13 398 projets.

Quant à l'appui à la mise en œuvre des projets, un total de 6 390 AGR et 338 MER ont bénéficié d'une formation technique durant l'année 2020. Depuis le début du projet, cela fait au total 12 889 jeunes qui ont bénéficié des formations techniques parmi lesquels 12 096 AGR et 793 MER, soit un taux de réalisation de 85,9% par rapport à l'objectif révisé de 15 000 jeunes à former d'ici la fin du projet. Sur l'ensemble des jeunes ayant bénéficié d'une formation technique, 5 909 sont des femmes, soit près de 46% du total.

En outre un total de 13 263 jeunes (12 505 AGR et 758 MER) ont été financés, ceci représente un taux de réalisation de 89,3% par rapport à l'objectif révisé de 14 000 AGR financés d'ici la fin du projet et 50,5% par rapport à l'objectif de 1 500 MER financés. La filière bétail-viande représente 70% des projets financés, avec des risques de commercialisation à maîtriser. L'un des points faibles de FIER est que l'accompagnement post-financement n'était pas toujours effectué par les structures d'appui conformément aux clauses des conventions (un mois de suivi post-financement). Afin de renforcer le suivi-post financement, le projet a prévu dans les nouvelles conventions avec les ONG une période de 12 mois pour l'accompagnement post-financement.

Pour ce qui est du financement des GIE, le partenariat avec l'APEJ a permis l'identification de 43 pistes rurales dans les régions Koulikoro et Sikasso et l'aménagement de quatre (4) pistes d'une longueur totale de 15,1 km par approche HIMO.

État de mise en œuvre des recommandations des missions de supervision de 2020. Quatre (04) recommandations formulées ont déjà été exécutées, notamment : (i) la priorisation de la formulation des projets des jeunes dans les derniers villages couverts en 2020 ; (ii) la suspension de la création de nouveaux guichets et du développement de nouveaux produits ; (iii) la planification des activités de renforcement de capacités des opérateurs d'accompagnement sur l'adaptation au changement climatique dans le PTBA 2021 ; et (iv) la mise d'un accent particulier sur l'identification et le financement des MER dont la structure présente un potentiel de viabilité intéressant.

La recommandation sur les DAT est en cours et le projet a reçu les propositions des SFD qui pour la plupart proposent des retenues de DAT variant entre 20% et 50%.

Solde minimum de DAT. Suite aux échanges avec les SFD, il a été jugé nécessaire pour les jeunes de ne pas retirer l'intégralité de leur DAT à la fin du remboursement de son crédit dans la mesure où il serait amené à solliciter d'autres crédits pour la croissance de ses activités. Par conséquent, un solde minimum de 20% pourrait être maintenu pour une durée limitée de 2 à 3 ans.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<p>Centres de ressources (CDR)</p> <p>En concertation avec les conseils régionaux , établir un plan de développement des CDR, qui fera partie intégrante de la stratégie globale de sortie du projet</p>	UCN/UCRs	04/2021
<p>Comités techniques régionaux de pilotage des conventions (CTR)</p> <p>Constituer et rendre opérationnels les CTR pour s'assurer de la qualité des services réalisés, de suivre sur le terrain le déroulement des activités, et attester du « service fait » une fois les prestations réalisées conformément aux dossiers techniques des conventions</p>	UCN/UCRs	04/2021
<p>Tutorat/Apprentissage</p> <p>Un plan d'action spécifique pour l'atteinte des objectifs de formation de 1240 jeunes et 248 tuteurs/maitre d'apprentissage</p>	UCN/UCRs	04/2021
<p>Reporting des SFD</p> <p>Elaborer des outils standardisés de transmission des données par les SFD (fichiers Excel ou Word) selon les informations et la périodicité souhaitées et organiser des séances de formation des SFD pour le renseignement de ces outils. Des points focaux devront être désignés dans chaque SFD pour la transmission des données au projet.</p>	UCN/RIER	05/2021
<p>Outils DAT</p> <p>Sensibiliser les jeunes à la nécessité d'utiliser les montants retirés de leur DAT pour financer non seulement les besoins d'exploitation de leurs projets, mais également pour acquérir des biens qui leur permettront de répondre aux exigences de garantie matérielle.</p>	UCN/UCRs	05/2021
<p>Retards de financement au sein de SOROYIRIWASO</p> <p>Dresser, en collaboration avec SOROYIRIWASO l'état réel des jeunes en attente de financement et en attente de restitution de leur DAT et les dates ou périodes auxquelles les fonds auraient dû être mis à la disposition des jeunes. Mettre la pression à ce SFD afin que tous les jeunes concernés rentrent dans leurs dus.</p>	UCN/RIER	05/2021

E. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		
Centres de ressources (CDR) En concertation avec les conseils régionaux , établir un plan de développement des CDR, qui fera partie intégrante de la stratégie globale de sortie du projet	UCN/UCRs	04/2021
Comités techniques régionaux de pilotage des conventions (CTR) Constituer et rendre opérationnels les CTR pour s'assurer de la qualité des services réalisés, de suivre sur le terrain le déroulement des activités, et attester du « service fait » une fois les prestations réalisées conformément aux dossiers techniques des conventions	UCN/UCRs	04/2021
Tutorat/Apprentissage Un plan d'action spécifique pour l'atteinte des objectifs de formation de 1240 jeunes et 248 tuteurs/maitre d'apprentissage	UCN/UCRs	04/2021
Reporting des SFD Elaborer des outils standardisés de transmission des données par les SFD (fichiers Excel ou Word) selon les informations et la périodicité souhaitées et organiser des séances de formation des SFD pour le renseignement de ces outils. Des points focaux devront être désignés dans chaque SFD pour la transmission des données au projet.	UCN/RIER	05/2021
Outils DAT Sensibiliser les jeunes à la nécessité d'utiliser les montants retirés de leur DAT pour financer non seulement les besoins d'exploitation de leurs projets, mais également pour acquérir des biens qui leur permettront de répondre aux exigences de garantie matérielle.	UCN/UCRs	05/2021
Retards de financement au sein de SOROYIRIWASO Dresser, en collaboration avec SOROYIRIWASO l'état réel des jeunes en attente de financement et en attente de restitution de leur DAT et les dates ou périodes auxquelles les fonds auraient dû être mis à la disposition des jeunes. Mettre la pression à ce SFD afin que tous les jeunes concernés rentrent dans leurs dus.	UCN/RIER	05/2021
Efficacité en matière de développement		
Dispositif de suivi des indicateurs de productivité Concevoir et opérationnaliser un dispositif de suivi de la productivité des activités accompagnées	RSE	05/2021

<p>Indicateurs de suivi</p> <p>Intégrer dans le suivi de la productivité, les indicateurs relatifs (i) aux pertes (au champ, à la récolte, au transport, au stockage) ; (ii) aux activités post capture- ex : xxx kg de beurre pour 100 kg d'amande ; (iii) au niveau d'amélioration des paramètres de reproduction dans les filières animales (poids des animaux, nombre d'animaux par mise bas, taux de mortalité, nombre d'œufs par an, nombre de litre de lait par jour etc.)</p>	RSE	05/2021
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
<p>Documenter la participation des bénéficiaires</p> <p>Documenter de façon systématique la participation des bénéficiaires</p>	UCN	12/2020
<p>Strategie de Sortie</p> <p>Accélérer l'élaboration de la stratégie de sortie basée sur les fonctions essentielles à la promotion des l'entreprenariat des jeunes en milieu rural</p>	UCN	06/2021
<p>Strategie de Sortie</p> <p>Elaborer un plan d'action pour le transfert des avoirs et des savoirs (proposition d'un stratégie de dévolution des biens)</p>	UCN	12/2021
Gestion du projet		
<p>Direction à donner aux activités de GdS</p> <p>Donner une priorité au themes contribuant à l'atteinte des objectifs du projet</p>	RSE	05/2021
<p>Cadre de concertation et suivi avec les prestataires</p> <p>Poursuivre et renforcer les cadres de concertation périodique avec les prestataires et partenaires de mise en œuvre dans toutes les régions d'intervention du projet</p>	RSE/UCRs	05/2021
<p>Rapport d'activités des conventions signées</p> <p>Exiger des rapports d'activités trimestriels auprès de tous les prestataires et partenaires de mise en œuvre</p>	UCN/RSE	05/2021
<p>Données sur le financement des jeunes par les SFDs</p> <p>Faire un état des lieux fidèle des décaissements des subventions coup de pouce placées au sein des SFDs partenaires au profit des jeunes bénéficiaires et la restitution des DAT</p>	UCN/RSE	08/2021

Etude d'effets et trajectoires des projets financés Inclure dans l'étude des trajectoires des projets financés les indicateurs de production, de productivité, d'emplois créés et de revenus supplémentaires générés sur la durée du projet	RSE	09/2021
Gestion et exécution financière		
procéder à l'analyse et si nécessaire à l'apurement des comptes suivants :4011250.447100 et tous les 47 débiteurs	RAF	07/2020
mettre en place un mécanisme afin de permettre la comptabilisation de l'apport en nature des bénéficiaires	RAF	09/2020
Organiser des Séances de Renforcement des Capacités des comptables des régions	RAF	09/2020
Donner le montant exact de la contribution en numéraire et en nature de la contrepartie La contrepartie n'a pas été valorisé. ----- A la lecture de la balance analytique au 31/12/2020, le FCP présente un solde de 225.341.972 FCFA. L'état extracomptable qui a été transmis à la mission : i) numéraire 314.165.000, ii) nature 1.260.453.385. Il est nécessaire d'établir une cohérence entre les données.	RAF/Comptable	11/2020
Renforcement des capacités de l'unité Financière sur le nouveau référentiel Comptable	COORDONNATEUR	11/2020
Revoir le schéma comptable des montants relatifs aux subventions accordées au projet à ses bénéficiaires Un montant qui devrait figurer en subvention dans la balance.	RAF/COMPTABLE	11/2020
Mobilisation des fonds de contrepartie ----- Une mobilisation à hauteur de 40.280.000 FCFA en numéraire au titre l'exercice 2020 a été reçue le 28/05/2020. Un mandat (N°4312) de 30.210.000FCFA a été émis et le paiement par le Trésor Public est attendu.	COORDONNATEUR	12/2020
Reclasser les comptes d'actif immobilisé 12 049 281 777 dans les comptes appropriés ces comptes n'existent plus	RAF/COORDONNATEUR	12/2020

<p>Procéder à l'archivage électronique et nommer un responsable de l'archivage</p> <p>L'archivage n'est pas électronique impactant sur la sécurité des données.</p> <p>-----</p> <p>Les Termes de référence portant sur le recrutement d'un consultant chargé du reclassement et de l'archivage Numérique de l'ensemble des documents financiers et comptables du Projet ont été transmis à la mission .Néanmoins, le recrutement n'est pas effectif.</p>	COORDONNATEUR	12/2020
<p>Redéfinir les TDR du comptable régionale afin d'assurer le respect de la séparation des tâches.</p> <p>le Comptable cumule les responsabilités fonctionnelles liées à l'exécution d'une transaction, à l'enregistrement de la transaction, et à la conservation des actifs impliqués dans la transaction.</p> <p>-----</p> <p>--</p> <p>Les TDR ont été bien redéfinis et soumis à la mission. Cependant, le projet a spécifié que les autres membres du personnel de l'UCR n'ont pas la capacité d'assumer les tâches supprimées au niveau de ce poste. Avant d'effectuer la validation des TDR, il conviendra d'éviter tout impact sur la gestion du projet.</p>	COORDONNATEUR/RAF	12/2020
<p>Réviser le manuel de procédures</p> <p>Ce manuel a été révisé en 2015. Après plusieurs années de mise en œuvre, le manuel a besoin d'une relecture afin de l'adapter au contexte actuel.</p>	COORDONNATEUR/RAF	12/2020
<p>Recruter un cabinet externe qui sera chargé de l'audit interne du projet</p> <p>Le projet ne dispose pas encore de poste d'auditeur interne.</p>	COORDONNATEUR/RAF	12/2020
<p>Systematiser la certification de services prestés, fournitures livrées par le responsable technique ou le service demandeur avant tout paiement</p>	Coordonnateur/RAF/Comptables	04/2021
<p>Respecter la ventilation des dépenses dans la catégorie appropriée : Mettre en place à l'UCP un processus de revue des imputations des comptes avant la consolidation</p>	Comptables /RAF	04/2021
<p>Trouver impérativement les ressources nécessaires pour actualiser le manuel de procédures. Cette revue pourra aussi se faire uniquement sur les sections de contrôle en prenant en compte la nouvelle organisation issue de l'intégration du consultant</p>	Coordonnateur/RAF	04/2021

<p>Recruter le consultant au poste au Service Administratif et Financier . Procéder à une répartition claire et efficiente des tâches entre le Chef comptable et l'assistant comptable</p> <p>(Cet arrangement sera effectué sans incidence financière majeure, en d'autres termes au coût actuel de la consultation)</p>	<p>Coordonnateur/RAF</p>	<p>04/2021</p>
<p>Redéfinir le dispositif organisationnel du SAF dans le cadre de l'actualisation du manuel de procédures pour renforcer les contrôles sur les activités des UCR et les contrôles au sein du projet</p>	<p>Ministère/Coordonnateur/RAF</p>	<p>04/2021</p>
<p>Relancer les partenaires APEJ et UNMFR pour la justification des deux avances effectuées sur la contrepartie nationale en 2016 dans les plus brefs délais</p> <p>6. La justification des avances ne se fait pas en temps opportun. La mission a relevé un montant de 17 322 875 non justifié dans les délais requis. Il s'agit de deux avances effectuées sur la contrepartie nationale en 2016 en faveur de l'APEJ (7 600 431 FCFA) et de l'UNMFR (9 722 444 FCFA). Ces partenaires doivent être relancés pour la justification de ces avances.</p>	<p>Coordonnateur/RAF</p>	<p>04/2021</p>
<p>systematiser l'établissement de plusieurs chèques/ordres de virements pour la prise en charge des lignes (perdiem, restauration, fourniture...) des ateliers/formation pour réduire le risque de manipulation des espèces par les comptables</p>	<p>Coordonnateur/RAF</p>	<p>04/2021</p>
<p>Effectuer une mission de suivi du Service Administratif et Financier chaque trimestre au moins dans des UCR</p>	<p>Coordonnateur/RAF</p>	<p>04/2021</p>
<p>Effectuer les analyses budgétaires avant l'engagement des dépenses pour s'assurer de la disponibilité. Systematiser et formaliser l'analyse trimestrielle des écarts. Un rapport devra être produit</p>	<p>Comptables /RAF</p>	<p>04/2021</p>
<p>Le projet doit investiguer les suspens sur les rapprochements bancaires auprès des banques concernées et procéder à leur apurement</p>	<p>Comptables /RAF</p>	<p>04/2021</p>
<p>Procédure d'approbation des rapports soumis par les services de consultants</p> <p>Elaborer, avec l'appui d'un spécialiste, une procédure détaillée pour l'approbation des rapports soumis par les services de consultants et organiser une formation au profit des cadres régionaux du FIER pour la maîtrise de cette procédure</p>	<p>UCN/UCR</p>	<p>05/2021</p>

Comités techniques de pilotage des conventions (CTR) Constituer et rendre opérationnels les CTR pour s'assurer de la qualité des services réalisés, de suivre sur le terrain le déroulement des activités, et attester du « service fait » une fois les prestations réalisées	UCN/UCR	05/2021
Plan de passation des marchés (PPM) Actualiser le PPM et tenir compte des commandes prévues dans le cadre du PSRF	UCN/RAF	05/2021
Convention de partenariat avec INCLUSIF (volet passation des marchés) Etablir un avenant entre FIER et INCLUSIF pour organiser l'appui en passation des marchés (PM) et fixer des jalons pour l'intervention du spécialiste en PM aux étapes clés de la passation et d'exécution des marchés/conventions du FIER.	UCN/RAF	05/2021
Renforcement du dispositif FIER En cas d'obtention du Fond additionnel, procéder au recrutement d'un spécialiste de passation de marché au niveau de l'UCP de FIER	UCN	05/2021
procéder à la reprise de l'ensemble des DRF émises dans le système, les valider afin d'assurer l'interrogation d'un 104 fiable.	Comptables /RAF/Consultant informatique	05/2021
Accélérer le processus de revue des paramétrages du logiciel en y ajoutant le paramétrage des éléments du RFI du 5A puis du 5B pour permettre l'édition des états d'exécution budgétaire et de décaissement.	Coordonnateur/RAF/Consultant informatique	05/2021
Faire le rapprochement entre les taxes concédées (des contrats, conventions du registre de marchés) et la comptabilité et procéder à la comptabilisation des ressources concédées sur l'ensemble	Coordonnateur, RAF	12/2021
Autres aspects		
Mise en œuvre du PTBA 2021 – Composante B Surseoir aux activités prévues dans le cadre la contribution du projet à l'effort national de lutte contre le covid-19 et ses conséquences et de réorienter les financements, si disponibles vers d'autres priorités.	UCN	05/2021